

Tout le secteur des services sera stimulé de même que les secteurs de l'exploitation et de l'entretien des chemins de fer dans lesquels travaillent de nombreux résidents de Spadina. Toutefois, combien d'emplois seront créés et qui paiera? C'est là la faiblesse du plan du ministre des Transports. Il prévoit non seulement un plan moins complet que celui du NPD, un programme qui ne permettra aucune rénovation à l'est du Manitoba ni même au nord du Manitoba, mais il veut financer son programme par des moyens qui appauvriront de nombreux Canadiens et élimineront beaucoup d'emplois. Le ministre propose de créer en moyenne 38,500 emplois par an sur une période de dix ans grâce aux travaux d'amélioration. Il ferait donc cadeau aux sociétés ferroviaires du coût total de 930 millions de dollars qu'il paierait en partie au moyen des impôts, et en partie en réclamant aux cultivateurs près de cinq fois plus qu'ils ne paient maintenant pour le transport des grains de provende acheminés vers l'est du Canada et du grain exporté vers l'étranger. Cela est monstrueusement injuste et tout à fait impraticable.

Premièrement, depuis plus de 30 ans le gouvernement a augmenté le fardeau fiscal des travailleurs tout en allégeant celui des grandes sociétés telles que le CP. En 1950, le total des impôts versés par les travailleurs était à peu près égal à celui des sociétés. Dès 1970, les travailleurs payaient trois fois plus que les sociétés. Cette année, le ministre des Finances (M. Lalonde) a fait adopter ses modifications fiscales, malgré l'opposition du parti néo-démocrate, et cela aura pour résultat de soutirer aux travailleurs et aux petites entreprises 2.5 milliards de dollars qui seront versés aux sociétés telles que le CP.

Par ailleurs, le CP, la plus importante et la plus riche société du Canada, a déjà reçu en don près de 13 milliards de dollars, en dollars courants, du gouvernement et des contribuables du Canada sous forme de subventions en espèces de concessions de terres, de constructions et de subventions à l'exploitation et à l'entretien. Les bénéficiaires du CP s'élèvent à plus de un demi milliard de dollars par année, c'est-à-dire à 13 milliards de dollars, soit la moitié du déficit que le ministre des Finances fait peser sur nos têtes et il veut encore donner aux sociétés ferroviaires près de un milliard de dollars de plus par an. Par comparaison, les scandales Gillespie et Canadair ne sont rien. Cela représente \$60 par an pour chaque travailleur, homme ou femme au Canada, afin d'augmenter la richesse et la puissance des actionnaires du CP. En outre, le ministre des Transports prévoit récupérer une partie de ce riche cadeau des producteurs de grain de l'Ouest. Ces cultivateurs doivent exporter environ 30 millions de tonnes de grain par an, ce qui représente des recettes de 4 milliards de dollars pour le Canada.

L'accord passé à l'époque où le gouvernement du Canada a payé 60 p. 100 des coûts de construction du CP, prévoyait que le chemin de fer transporterait le grain vers les ports à un coût fixe. Les cultivateurs du Canada doivent faire concurrence à ceux des États-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et de la France, tous pays qui subventionnent leurs producteurs de grain. Par conséquent, les Canadiens ne peuvent pas aisément augmenter leurs prix à l'exportation. En fait, pendant la période allant de 1975 à 1980, le revenu total des cultivateurs des Prairies est tombé de 44 p. 100 tandis que le revenu total de CP Rail s'est accru de 284 p. 100. Le cultivateur ne peut tout simplement pas payer les tarifs exorbitants que demandent les sociétés ferroviaires et le ministre.

### *Transport du grain de l'Ouest—Loi*

Si le projet de loi sur le transport du grain de l'Ouest est promulgué, de nombreux cultivateurs seront voués à la faillite. Lorsque leur revenu sera tellement réduit ou qu'ils auront été obligés de suspendre leurs opérations, ils auront moins d'argent à dépenser pour l'achat de machines agricoles ou d'autres biens manufacturés qu'ils achètent de l'Ontario ou du Québec. Ils perdraient environ 600 millions de dollars par année, ce qui représente la perte directe de 200,000 emplois dans les secteurs de la fabrication et de la vente au détail dans l'Est. Par ailleurs, lorsqu'il en coûtera davantage pour expédier le grain vers l'Est à travers le Canada que vers le Sud par les États-Unis, nous perdrons encore 30,000 emplois dans les secteurs de la manutention et du transport.

Quelle serait une solution de rechange raisonnable au plan farfelu du ministre? Je crois qu'il faudrait opter pour le plan du Parti néo-démocrate qui vise, d'abord et avant tout, à maintenir le tarif du Nid-du-Corbeau pour le transport du grain. Deuxièmement, il faudrait obliger la société CP à réinvestir ses bénéficiaires, touchés grâce aux subventions du public, pour améliorer les chemins de fer qu'elle a formellement promis de continuer d'exploiter. Cette société doit être obligée par la loi de maintenir le même niveau de réinvestissement qu'en 1981, ce qui représenterait plus de 800 millions de dollars cette année, au lieu d'exporter ses bénéficiaires en achetant des usines, des chemins de fer et des biens fonds dans d'autres pays. Cela nous permettrait de créer 10,000 emplois de plus par année qu'en vertu du plan du ministre. Troisièmement, payer le coût véritable des subventions accordées au transport du grain, qui pourraient s'élever à 380 millions de dollars en 1983, en puisant dans les taxes canadiennes.

• (1230)

**M. Pepin:** C'est la question; faites payer les autres. Portez ce chiffre à 2 milliards de dollars à la fin de la décennie.

**M. Heap:** C'est moins que ce que paie le gouvernement fédéral pour subventionner le transport routier, aérien ou maritime. Quatrièmement, investir 550 millions de dollars par année pour rénover les chemins de fer, et en retour acheter des actions ou acquérir de la propriété du CP. Dans quelques années, la population canadienne posséderait et contrôlerait le CP, que nous avons déjà payé de nombreuses fois.

Ce plan néo-démocrate conserve le Nid-de-Corbeau, maintient le transport du grain à travers le Canada, empêche les agriculteurs d'être acculés à la faillite, réduit le fardeau fiscal de la population ouvrière, emploie plus de travailleurs que le plan du ministre, et permet à la population canadienne de posséder ce qu'elle paye. C'est une bonne chose pour les gens de Spadina et pour la population du Canada.

Il y a encore une question en suspens: pourquoi le ministre insiste-t-il pour rayer le tarif du Nid-de-Corbeau? Il veut peut-être accroître la richesse d'une poignée de personnes. Lorsqu'il a annoncé son projet de mettre fin à ce tarif, la valeur des actions du CP a augmenté d'un jour à l'autre de plus de 134 millions de dollars et en un mois de plus de 447 millions de dollars. Pourquoi? Peut-être en raison des largesses que le ministre promet aux dépens des agriculteurs et des contribuables ordinaires. Peut-être parce qu'il y a pour une valeur de 644 milliards de dollars de charbon dans les 50,000 acres de